Table of Contents

Denis Coderre arrive à Kandahar aujourd'hui....1

Une nouvelle responsabilité pour le ministre Blackburn....3

Gagner le coeur des Afghans....5

L'enquête sera menée avec rigueur....7

Guerre de clochers en plein désert....9

Denis Coderre....10

Conduire à tout âge....11

Un parti basque décapité....13

Les 10 raisons pour lesquelles harper ne veut pas que coderre aille en afghanistan....15

"La situation à Kandahar s'est améliorée"; Les ministres Maxime Bernier et Bev Oda vantent le succès de la mission en Afghanistan....16

Un "spectacle pyrotechnique" en guise de bienvenue....18

La journée la plus longue; Les dessous de l'opération du 24 septembre, qui a coûté la vie au caporal Nathan Hornburg....20

Attentat à la voiture piégée contre un convoi militaire américain à Kaboul, cinq morts....22

Le ministre Maxime Bernier trouve que Denis Coderre est irresponsable....23

Bernier et Oda vantent l'amélioration des conditions de vie en Afghanistan....24

Pour Barack Obama, la guerre d'Irak empêche d'oeuvrer sur des questions intérieures cruciales....26

Le député libéral Denis Coderre devrait arriver à Kandahar dimanche....27

Denis Coderre arrive à Kandahar aujourd'hui

PUBLICATION: Progrès−dimanche
DATE: 2007.10.07
SECTION: Général
PAGE: 18
SOURCE: La Presse Canadienne
DATELINE: TORONTO
WORD COUNT: 472

Le porte−parole libéral en matière de défense, Denis Coderre, se trouvait samedi au Pakistan où il s'apprêtait à prendre un vol des Nations Unies vers Kandahar le lendemain.

Le député de Bourassa, à Montréal, a soutenu que la mission en Afghanistan était un enjeu majeur pour les Canadiens et que c'était son devoir d'aller sur place, même s'il n'a pas reçu l'aval du gouvernement du premier ministre Stephen Harper.

Le ministre de la Défense, Peter MacKay, et le chef néo−démocrate, Jack Layton, ont qualifié le voyage de M. Coderre de coup publicitaire.

M. Coderre à répété samedi, dans une entrevue à CTV NewsNet, qu'il avait demandé pendant des mois au gouvernement la permission d'aller en Afghanistan, mais que ces appels répétés au ministre de la Défense avaient été soit ignorés, soit rejetés.

Il a donc décidé unilatéralement d'entreprendre son voyage et de rapporter ses observations à son chef Stéphane Dion, qui prépare également un voyage dans le pays asiatique. "J'ai pris mes responsabilités, j'ai un devoir, j'ai un travail à faire, je suis porte−parole de l'opposition officielle a−t−il dit. C'est important de s'assurer que nous participions complètement et que nous contribuions au débat. Je vais donc les laisser faire de la petite politique et je vais faire mon travail."

Le député libéral a ajouté que ça aurait été plus facile si on lui avait permis d'accompagner les ministres des Affaires étrangères, Maxime Bernier, et de la Coopération internationale, Bev Oda, qui sont actuellement en Afghanistan. "Pour le bien de la démocratie, c'est important que les députés soient là et j'ai demandé pendant des mois pour y aller", a dit M. Coderre.

Il a précisé qu'il offrirait le soutien de l'opposition officielle aux troupes canadiennes et qu'il rencontreriat des responsables d'organisations non−gouvernementales (ONG) pendant sa visite.

Le député montréalais a rejeté les suggestions selon lesquelles il mettrait la vie des soldats en danger, notant qu'il atterrira à l'aéroport de Kandahar, qui fait partie du périmètre de sécurité. "J'atterrirai à la base. Je serai là pour saluer nos braves hommes et nos braves femmes et je m'attends à avoir toute l'information", a−t−il affirmé.

A Toronto, le chef néo−démocrate, Jack Layton, a critiqué le voyage de M. Coderre qui pourrait poser certains risques. Il a indiqué à CTV NewsNet qu'il y avait d'autres moyens d'apprendre ce qui se passait sur le terrain, notamment de prendre part aux visites officielles et de s'informer auprès d'ONG qui travaillent sur le terrain.

Dans un courriel à La Presse Canadienne, Dan Dugas, le directeur des communications de M. MacKay, a fait remarqué que ce sont les libéraux et le ministre de la Défense de l'époque, Bill Graham, qui avait adopté une

politique en 2004 pour empêcher les députés de se rendre seuls en Afghanistan.

Il a indiqué que M. Graham avait déclaré à la députée conservatrice Sherryl Gallant que tous les voyages des députés devaient se faire par des comités, notamment pour des raisons de sécurité.

Une nouvelle responsabilité pour le ministre Blackburn

PUBLICATION:	Progrès−dimanche
DATE:	2007.10.07
SECTION:	Général
PAGE:	12
COLUMN:	Politique fédérale
BYLINE:	MÉLYSSA GAGNON
DATELINE:	JONQUIERE
ILLUSTRATION:	Jean−Pierre Blackburn, ministre du Travail et ministre del'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. (Archives)
WORD COUNT:	338

Le député de Jonquière−Alma et ministre du Travail, Jean−Pierre Blackburn, vient d'être nommé par son chef afin de préparer un nouveau projet de loi visant à protéger les intérêts des militaires réservistes.

Au cours des deux dernières semaines, M. Blackburn a complété une tournée de plusieurs bases militaires canadiennes et a rencontré quelques−uns de ses homologues ministres du Travail au provincial.

Le but de l'exercice était de discuter des problématiques vécues par les réservistes et des politiques déjà en vigueur dans certaines provinces concernant le travail des militaires oeuvrant sur une base volontaire.

C'est que le premier ministre Stephen Harper veut s'assurer que les quelque 33 000 réservistes canadiens puissent bénéficier d'une sécurité d'emploi après avoir participé à une mission. Actuellement, aucune loi n'est en vigueur à ce sujet.

"Nos réservistes sont appelés à participer à plusieurs missions, comme celle en Afghanistan, et on se doit de les protéger. Souvent, leurs emplois ne sont pas protégés. Nous voulons simplement s'assurer qu'ils puissent bénéficier d'une sécurité d'emploi", a fait savoir le ministre Blackburn en entrevue téléphonique.

Le député conservateur précise que la Nouvelle−Écosse, la Saskatchewan et le Manitoba possèdent toutes des politiques bien définies en la matière. Le gouvernement conservateur souhaite implanter une loi fédérale, tout en obtenant la collaboration du ministère du Travail de chaque province.

Jean−Pierre Blackburn a rencontré, entre autres, le ministre du Travail du Québec, David Whissell. Selon M. Blackburn, M. Whissell s'est montré "très réceptif" au projet caressé par les troupes conservatrices.

Le député−ministre entend amener le sujet du nouveau projet de loi à l'ordre du jour de la prochaine rencontre fédérale−provinciale prévue pour janvier 2008.

Jean−Pierre Blackburn a d'ailleurs l'intention de se rendre à la 3e Escadre de Bagotville pour consulter les militaires.

Enfin, le représentant de Stephen Harper au Saguenay se dit touché par le décès d'un civil Afghan, abattu accidentellement par un réserviste qui serait originaire de Chicoutimi.

"Je l'ai appris par la voix des médias. On peut comprendre que nos militaires sont souvent dans des situations très intenses où on s'apprête à les faire sauter. Souvent des erreurs surviennent et c'est très déplorable.

L'enquête déterminera ce qui est réellement arrivé", a indiqué le ministre.

Gagner le coeur des Afghans

PUBLICATION:	Progrès−dimanche
DATE:	2007.10.07
SECTION:	Général
PAGE:	5
DATELINE:	CAMP NATHAN−SMITH−KANDAHAR
ILLUSTRATION:	ROLE − L'adjudant−maître Michel Pelletier croit importantd'intervenir directement auprès de la population pour convaincre les Afghans de se prendre en main. (Photo Louis Tremblay); MUR − Selon l'adjudant−maître Pelletier, le projet consistant à construire un mur de sécurité pour protéger une école primaire fréquentée par près de 60 fillettes s'est relativement bien déroulé et n'a pas été perturbé par les insurgés. (Photo Louise Plante)
WORD COUNT:	624

"Si on était autant dans le trouble que les Afghans, peut−être que nous aimerions qu'un autre pays vienne nous aider. C'est ce que je me suis dit quand j'ai décidé de venir ici."

L'adjudant−maître Michel Pelletier, originaire de Chicoutimi et maintenant membre du Régiment de la Chaudière, travaille à la mission la moins spectaculaire, dans la région de Kandhahar. Il est affecté à la compagnie provinciale de reconstruction et discute quotidiennement avec les décideurs locaux. Écoles, puits, infrastructures municipales et infrastructures routières se trouvent au centre de cette partie de la mission dont l'objectif est de gagner le coeur des Afghans tout en les amenant à se prendre en main.

Comme la majorité des militaires, Michel Pelletier a laissé derrière lui sa femme et ses enfants pour participer à cette opération difficile à comprendre pour une personne qui ne voit pas de ses yeux comment fonctionne l'Afghanistan. En fait, dans ce programme de développement, les militaires jouent en même temps le rôle de combattants et celui d'intervenants auprès des assemblées locales des chefs tout en faisant les liens nécessaires avec les différents organismes du gouvernement canadien sur place pour améliorer les infrastructures.

Michel Pelletier ne voit pas de contradiction dans cette particularité de la mission qui consiste à soutenir le développement avec des véhicules blindés et des armes chargées à bloc. Il s'agit, dit−il, du seul moyen pour arriver à l'objectif et permettre aux différents intervenants gouvernementaux de travailler dans un environnement "sécuritaire", ce qui n'écarte toutefois pas les menaces.

"Philosophiquement, pour moi, il n'y a pas de problème. Il faut être conscient de la situation. Si nous gagnons quelques Afghans à la cause, c'est un bout de chemin de fait. J'aurai l'impression d'avoir fait ma part dans quelque chose de constructif."

Les Talibans utilisent souvent ces projets comme cible afin de convaincre les populations locales qu'elles s'exposent aux représailles quand elles collaborent avec l'étranger.

Accompagnement

Il y a quelques jours, lors d'une assemblée de chefs locaux, l'adjudant−maître a reçu une demande pour la réfection d'une mosquée : "Je lui ai expliqué qu'il devait faire cette demande à un ministère du gouvernement afghan qui s'occupe spécifiquement de religion."

Cet événement, un parmi tant d'autres, illustre assez bien jusqu'à quel point la population afghane part de loin en matière de gouvernance.

Michel Pelletier assure avoir des relations très correctes avec les Afghans qu'il rencontre pratiquement chaque jour sur le terrain. Le message est toujours le même et consiste à leur faire comprendre qu'ils doivent apprendre à vivre avec un gouvernement auquel ils peuvent s'adresser.

Dans le cadre de la présente rotation, l'un des projets consistait à construire un mur de sécurité pour protéger une école primaire fréquentée par près de 60 fillettes. Selon l'adjudant–maître Pelletier, le projet s'est relativement bien déroulé et n'a pas été perturbé par les insurgés. Lors de notre visite des lieux, malgré le fait que l'école ferme assez tôt pendant la journée, plusieurs enfants ont envahi les lieux.

Le retour des petites filles à l'école en raison des mesures de sécurité est l'une des réussites que le Canada aime bien faire ressortir dans le cadre de ces visites. L'adjudant–chef, qui est un militaire et non un fonctionnaire, croit beaucoup en cette progression de l'éducation et est à même de juger du succès.

Sébastien Abot, un autre soldat originaire de Chicoutimi, participe à ces différentes missions de protection des équipes affectées à la reconstruction. Il ne cache pas être avant tout un soldat des armes de combat. Dans le contexte afghan, il a l'impression de servir une cause importante.

"Si on se retrouve dans le trouble chez nous, on va apprécier recevoir de l'aide. Au plan personnel, c'est vrai que ça apporte beaucoup de savoir que nous aidons les autres", a–t–il conclu.

L'enquête sera menée avec rigueur

PUBLICATION: Progrès−dimanche
DATE: 2007.10.07
SECTION: Général
PAGE: 4
BYLINE: LOUIS TREMBLAY
DATELINE: KANDAHAR AIR FIELD
ILLUSTRATION: GÉNÉRAL − Le brigadier−général Guy Laroche. (Archives LaPresse)
WORD COUNT: 508

L'enquête sur les événements qui ont causé la mort d'un civil afghan en plus d'en blesser un second prenant place sur la même motocyclette, un événement impliquant un milicien du Régiment du Saguenay circulant à bord d'un véhicule RG31, sera menée dans les règles de l'art et couvrira tous les aspects de la tragédie.

Le grand patron des Forces canadiennes en Afghanistan au quartier général canadien, le brigadier−général Guy Laroche rencontrait le groupe de journalistes invité par l'armée pour visiter différents sites et évaluer l'état d'avancement de cette mission.

"Jusqu'à preuve du contraire, l'individu, comme tout citoyen, n'est coupable de rien. Ce n'est pas une chose qu'on prend à la légère, il faut enquêter", a répété l'officier.

Le grand patron des 2500 canadiens déployés dans ce pays est toutefois demeuré très prudent quant aux événements précis qui ont coûté la vie au civil afghan. Cependant, a assuré le brigadier général, rien ne sera laissé au hasard.

"Nous allons vérifier plusieurs aspects, dont des éléments mécaniques. Ces vérifications peuvent toutefois être assez longues", a poursuivi l'officier, toujours en précisant ne rien présumer ou admettre en lien avec cette affaire qui soulève des questions chez plusieurs militaires rencontrés, depuis 72 heures.

Dans son édition d'hier, le Quotidien publiait des informations à l'effet que la rafale meurtrière de la C6 montée sur la tourelle du RG31 avait été engagée en raison d'un problème mécanique. Jusqu'à hier, la Défense nationale n'a émis aucun commentaire sur ces informations. Encore dans la journée d'hier, d'autres militaires confiaient au Quotidien que la thèse d'un problème mécanique est la plus plausible.

Pour le moment, la Défense nationale du Canada se cantonne derrière l'enquête de la police militaire. Au cours de la dernière semaine, les Canadiens ont ouvert le feu à au moins trois reprises sur des convois routiers, incluant l'incident ayant fait une victime. Il faut toutefois mentionner que dans le contexte actuel, ce nombre d'événements n'est pas exceptionnel. Quant au milicien de Chicoutimi, il n'est plus en théâtre opérationnel. Au moment de l'incident, il était à seulement deux jours de sa permission de mission. Il est donc possible qu'il soit déjà rentré à Chicoutimi en ce moment. Il est important de préciser que l'identité du soldat n'a toujours pas été révélée.

Mission

D'autre part, le brigadier−général a tracé un bilan positif de l'actuelle rotation. Il estime que la sécurité en Afghanistan a augmenté depuis l'opération Medusa, il y a un an. L'officier d'infanterie a été très clair quand il a confirmé que le Canada n'hésitera pas à organiser d'autres opérations offensives agressives si le résultat permet d'aider l'Afghanistan à devenir un pays de plus en plus sécuritaire.

"Il y a un an, on parlait d'un peu plus de 300 insurgés qui opéraient. Aujourd'hui, ils ne sont plus que quelques groupes séparés. Le meilleur signe pour mesurer est le retour de la population dans certains secteurs toujours désertés il y a à peine quelques mois", a conclu l'officier d'état major.

Guerre de clochers en plein désert

PUBLICATION:	Progrès–dimanche
DATE:	2007.10.07
SECTION:	Général
PAGE:	4
DATELINE:	KANDAHAR
ILLUSTRATION:	RÉGION – La région du Saguenay–Lac–Saint–Jean compteplusieurs militaires à différentes positions dans le cadre de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Certains d'entre eux ont accepté de saluer à leur façon les lecteurs de Progrès–Dimanche. En bas du blindé, l'adjudant–chef Jean Boivin, l'adjudant–maître Michel Pelletier de Chicoutimi et le sergent Luc Girard de Dolbeau–Mistassini. Sur le blindé, on peut reconnaître Michel Naud d'Alma, le sergent Nicholas Bacon de La Baie, le caporal Patrick Vézina de Chicoutimi et le soldat Sébastien Abat, également de Chicoutimi. (Photo Louis Tremblay)
WORD COUNT:	188

(LT) – Le Saguenay–Lac–Saint–Jean exporte son conflit entre le Saguenay et le Lac–Saint–Jean en Afghanistan. Les militaires originaires du Lac–Saint–Jean ont été quelque peu offusqués de constater que le drapeau de Saguenay, la ville, flottait au memorial du quartier général canadien de Kandahar Air Field.

L'adjudant–chef Jean Boivin de Métabetchouan, en poste au camp Nathan–Smith, souhaiterait bien que le drapeau du Saguenay–Lac–Saint–Jean remplace le drapeau du Saguenay afin de mieux représenter la très imposante délégation de soldats originaires de toutes les villes de la région.

Il est secondé dans cette campagne par le sergent Luc Girard de Dolbeau–Mistassini. Le sergent Girard a bien rappelé au Quotidien d'inscrire Dolbeau–Mistassini, pour ménager les suceptibilités locales.

Évidemment, personne ne songe sérieusement à lancer de campagne pour remplacer le drapeau de Saguenay. Ça fait partie du folklore que les militaires utilisent pour se tirer la pipe et avoir malgré tout un peu de détente dans un pays où ces moments sont rares.

L'adjudant–chef, qui doit composer avec un ennemi, ne veut pour rien au monde se lancer dans une guerre de drapeaux contre le maire... Jean Tremblay !

Denis Coderre.

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.07
SECTION: Plus Lectures
PAGE: PLUS6
COLUMN: En hausse
WORD COUNT: 76

Bon, ça ne lui arrive pas souvent. Mais il lui a fallu du cran pour mener à terme son projet de voyage en Afghanistan. Et puis, son début de barbe (tenue de camouflage pour Kandahar ?) nous le rend irrésistible.

La Gaspésie

Pour s'être montrée prête à accueillir tous les immigrants qui voudront bien s'y installer. Bon, on sait qu'il n'y en aura pas beaucoup. Mais ça fait du bien à entendre.

Conduire à tout âge

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.07
SECTION: La Presse de l'auto
PAGE: L'AUTO9
COLUMN: Vu d'ailleurs
SOURCE: Collaboration spéciale
BYLINE: Hirtzmann, Ludovic
PHOTO: Photo RODRIGO ABD, aFP
ILLUSTRATION: Sofia Ziaee,14 ans, conduit la voiture de son père à Kaboul,en Afghanistan.
WORD COUNT: 584

L'âge légal pour conduire varie fortement d'un pays à l'autre. Si l'Amérique du Nord autorise la conduite chez les adolescents, l'Europe et une bonne partie de la planète préfèrent que les conducteurs soient de jeunes adultes.

"Les clients en pâtissent. Ils n'apprennent pas vraiment à conduire, mais juste ce qu'il faut pour passer l'examen", déplore un moniteur d'auto–école dans le journal marocain L'Économiste. Les moniteurs se plaignent que leurs voitures sont en très mauvais état et que les apprentis conducteurs n'ont parfois que quelques minutes pour apprendre à conduire. Tout comme au Maroc, en Argentine, les conducteurs doivent être âgés de 18 ans et plus.

A Singapour, les citoyens peuvent utiliser leur automobile dès l'âge de 18 ans, mais les restrictions draconiennes dans cette ville–État font que bien peu de personnes peuvent rouler.

Souvent, en Afrique, il existe un certain flou sur l'âge légal pour conduire. En Côte–d'Ivoire, à la fin du mois d'août, la presse a fait ses choux gras d'une réforme du permis. Les conducteurs devront se doter d'un nouveau permis coûteux, du format d'une carte de crédit, nous apprend le quotidien d'Abidjan Le Patriote.

Au Congo, les journalistes du Potentiel révèlent que des automobilistes roulent toujours avec des permis de conduire portant la mention "Zaïre", pays qui n'existe plus. "Les automobilistes doivent les remplacer par de nouveaux permis, après un test pour évaluer s'ils savent conduire." C'est la "police de roulage" qui procède aux contrôles, tout cela alors que les nouveaux permis n'ont pas encore été fabriqués!

En France comme en Belgique, les jeunes ne peuvent conduire qu'à compter de 18 ans. En revanche, depuis septembre 2006, les Belges peuvent passer l'examen théorique dès l'âge de 17 ans. Les nouveaux conducteurs, qui obtiennent un permis provisoire, ne peuvent conduire les nuits de fin de semaine, ni les nuits des jours fériés. Plus près de chez nous, en Nouvelle–Écosse, il faut avoir au moins 16 ans pour obtenir un permis d'apprenti; au Yukon, il faut avoir 15 ans. En Ontario, les avis sont partagés sur le meilleur âge pour commencer à conduire. "Le ministère des Transports de l'Ontario estime lui aussi qu'en moyenne, les jeunes de 16 ans sont suffisamment mûrs pour assumer les responsabilités associées à la conduite d'un véhicule. Malgré cela, le Ministère se préoccupe du nombre de collisions mettant en cause des conducteurs jeunes et inexpérimentés. C'est pour cette raison qu'il a mis sur pied le système de délivrance graduelle des permis de conduire en 1994", expliquent les fonctionnaires du Ministère sur leur site internet.

Signe que les jeunes conducteurs ne sont pas toujours bienvenus, la plupart des compagnies de location ne louent pas leurs voitures à des conducteurs âgés de moins de 21 ans, voire de moins de 25 ans.

Dans certains pays, les choses sont plus compliquées. En Arabie Saoudite, les femmes n'ont pas le droit de conduire. Une situation qui changera peut−être, puisqu'à la fin de l'année 2005, un sondage mené en Arabie Saoudite avait révélé que 60% des Saoudiens étaient prêts à laisser les femmes conduire à condition que leur mari les autorise à le faire.

Enfin, si un de vos amis a du mal à passer son permis de conduire, rassurez−le: en 2005, un Sud−Coréen âgé de 70 ans est parvenu à obtenir son permis à la 272e tentative!

Pour en savoir plus :

Le Patriote − Côte−d'Ivoire

lepatriote.net

Le Potentiel − Congo

www.lepotentiel.com

Ministère des Transports de

l'Ontario

www.mto.gov.on.ca

Belgique − Jesuispour.be

www.jesuispour.be

L'Économiste − Maroc

www.leconomiste.com

Un parti basque décapité

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.07
SECTION: Monde
PAGE: A12
COLUMN: Tour du globe
SOURCE: AP
WORD COUNT: 536

L'arrestation de 23 membres de la direction du parti Batasuna, considéré comme l'aile politique du mouvement armé ETA, est une "déclaration de guerre" de la part du gouvernement espagnol, a déclaré hier Pernando Barrena, le seul membre de la direction de Batasuna à avoir échappé au coup de filet de jeudi. Le raid a eu lieu à Segura, au Pays basque, à 50 km au sud de San Sebastian. Le comité directeur de Batasuna y tenait une réunion secrète, dit−on de sources policières et judiciaires. Dans les rues de plusieurs villes du Pays basque, des milliers de personnes ont défilé pour dénoncer les arrestations. ETA, qui avait déclaré un cessez−le−feu unilatéral en mars 2006, a mis fin à la trêve avec un attentat qui a fait deux morts en décembre. Associated Press

Afghanistan

Bev Oda et Maxime Bernier sont arrivés à Kaboul

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, et le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, sont arrivés hier à Kaboul peu après qu'un kamikaze se soit fait exploser sur la principale route menant à l'aéroport, tuant un soldat américain et quatre civils. Mme Oda a dit que la mission dans la province de Kandahar pouvait être considérée, jusqu'à un certain point, comme un succès. M. Bernier a quant à lui dit avoir discuté avec M. Karzaï de la possibilité de négociations avec les talibans et a assuré que de tels pourparlers n'auraient pas lieu sans que les talibans ne renoncent à la violence. La Presse Canadienne

Pakistan

La présidentielle en branle

Les élus du Parlement et des quatre assemblées provinciales ont commencé hier à voter pour la présidentielle au Pakistan, un scrutin au suffrage indirect que le président Pervez Musharraf est assuré de gagner. Mais les résultats ne pourront pas être annoncés avant au moins 11 jours, un arrêt de la Cour suprême interdisant de les proclamer avant que la haute juridiction ne statue sur des recours de l'opposition visant à faire invalider la candidature de M. Musharraf. Elle n'examinera ces recours qu'à compter du 17 octobre. Le Pakistan, en proie à une vague d'attentats sans précédent qui ont fait plus de 300 morts en deux mois et demi, vit depuis 15 jours sous la menace du jihad, la "guerre sainte", décrétée par Oussama ben Laden contre M. Musharraf et son armée. Agence France−Presse

chili

Le clan Pinochet libéré

La veuve de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet, ses cinq enfants et 17 anciens membres de son entourage, civils ou militaires, ont été remis en liberté sous caution hier, deux jours après leur arrestation pour détournement de fonds. Un comité de trois juges a décidé à l'unanimité de libérer les 23 proches de l'ancien

dictateur, moyennant des cautions allant de 200 à 590$. Un fils du dictateur défunt a réaffirmé que selon lui ces inculpations avaient des motivations politiques. Un juge les avait inculpés selon d'"importantes indications tendant à prouver qu'ils avaient participé au détournement de fonds publics" pendant la dictature (1973−1990). Associated Press

Les 10 raisons pour lesquelles harper ne veut pas que coderre aille en afghanistan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.07
SECTION: Actualités
PAGE: A7
COLUMN: Sur mon blogue cette semaine
WORD COUNT: 88

1. Il ne veut pas que ça rachève le moral des troupes. Ça va déjà assez mal de même.

4. Il ne veut pas que Coderre se serve des soldats pour se faire du capital politique. Y'a juste lui qui a le droit de faire ça.

5. Il sait que le Parti libéral est plus fort quand Coderre n'est pas là.

JEUDI 4 OCTOBRE 2007

LE CANADIEN EST MEILLEUR EN HD

On pouvait presque lire le copyright de la NHL sur la rondelle. A un certain moment, on a vu le début d'une goutte de sueur sur le front de Kovalev. Le hockey était déjà mon show de télé préféré, imaginez maintenant.

"La situation à Kandahar s'est améliorée"; Les ministres Maxime Bernier et Bev Oda vantent le succès de la mission en Afghanistan

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.07
SECTION:	Actualités
PAGE:	4
SOURCE:	La Presse Canadienne
PHOTO:	Reuters
DATELINE:	KABOUL, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Les ministres Maxime Bernier et Bev Oda discutent avec desprofesseurs au cours d'une visite dans une école de Kaboul.
WORD COUNT:	689

Deux ministres canadiens sont arrivés dans la capitale afghane hier, à peine 30 minutes après un attentat mortel, mais ceci ne les a pas empêchés de vanter l'amélioration des conditions de vie pour les Afghans.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, et le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, sont arrivés à Kaboul peu après qu'un kamikaze se soit fait exploser sur la principale route menant à l'aéroport, tuant un soldat américain et quatre civils.

Cette attaque survenait le jour du sixième anniversaire du début de l'offensive menée par les États−Unis, qui ont chassé les talibans du pouvoir.

Mme Oda a plaidé devant des journalistes afghans sceptiques que le fait que les talibans aient de plus en plus recours à des bombes artisanales et à des attentats suicides illustraient en fait le succès de la mission occidentale en Afghanistan.

Même si ces tactiques sont depuis longtemps utilisées dans le sud du pays, le fait qu'elles soient maintenant utilisées dans la capitale démontre que les talibans sont désespérés en raison de leur incapacité à gagner sur le terrain, a soutenu la ministre canadienne. Mme Oda a dit avoir rencontré des haut−fonctionnaires afghans et avoir conclu que la mission à Kandahar pouvait être considérée comme un succès.

Pourtant des rapports récents indiquent que l'intensité de l'insurrection augmente. Le département de la sécurité de l'ONU a ainsi rapporté que "la situation quant à la sécurité en Afghanistan, selon la plupart des analystes, s'était détériorée à un rythme constant en 2007".

L'ONU a confirmé que les insurgés quittaient le champ de bataille, mais a précisé que le nombre d'incidents est plus élevé que pour les mêmes périodes en 2006. Au lieu de combats isolés, les attaques à la bombe se sont répandues dans tout le pays, a indiqué l'ONU. Le rapport ajoutait que la police est devenue une cible fréquente et que les civils se font de plus en plus intimider.

Selon les chiffres compilés par l'Associated Press, 5100 personnes sont mortes dans des épisodes de violence liés à l'insurrection depuis le début de l'année. C'est environ 1000 personne de plus que dans toute l'année 2005. La plupart des victimes seraient des insurgés tués au combat.

Mme Oda a souligné des signes de progrès, comme la construction de 1200 puits dans la province de Kandahar, ce qu'a appuyé M. Bernier, précisant "que la situation à Kandahar s'est améliorée".

Quand Mme Oda a mentionné le nombre d'inscriptions record dans les écoles, un journaliste afghan lui a demandé ce qu'elle pensait d'un récent rapport d'un organisme de défense des droits de l'homme selon lequel les enfants commencent à rester à la maison parce qu'ils ont peur de se rendre à l'école. Elle a répondu que c'était une des raisons pour lesquelles les soldats canadiens devaient rester, faisant référence à une réunion que les deux ministres canadiens venaient d'avoir avec le président afghan, Hamid Karzaï.

M. Bernier a aussi dit avoir discuté avec M. Karzaï de la possibilité de négociations avec les talibans et a assuré que de tels pourparlers n'auraient pas lieu sans que les talibans ne renoncent à la violence.

Selon Radio−Canada, le ministre Bernier a affirmé que le contingent militaire canadien demeurerait en sol afghan jusqu'en 2011. Leur mission de combat doit cependant prendre fin en février 2009.

Coderre critiqué

Par ailleurs, le ministre canadien des Affaires étrangères Maxime Bernier trouve que le député libéral Denis Coderre est irresponsable en se rendant en Afghanistan sans suivre le processus gouvernemental habituel. Le porte−parole libéral en matière de défense se trouvait hier au Pakistan. ll prenait aujourd'hui un vol des Nations unies vers Kandahar. Le député de Bourassa a soutenu que la mission en Afghanistan était un enjeu majeur pour les Canadiens et que c'était son devoir d'aller sur place, même sans l'aval du gouvernement. Le ministre de la Défense, Peter MacKay, et le chef néo−démocrate, Jack Layton, ont qualifié le voyage de M. Coderre de coup publicitaire. M. Layton a indiqué qu'il y avait d'autres moyens d'apprendre ce qui se passait sur le terrain, notamment de prendre part aux visites officielles et de s'informer auprès d'ONG qui travaillent sur le terrain.

Un "spectacle pyrotechnique" en guise de bienvenue

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.07
SECTION: Actualités
PAGE: 3
DATELINE: PANJWAI
WORD COUNT: 373

Le capitaine Alistair McMurchy a eu droit à un accueil digne du district de Panjwaï. A peine arrivé dans le nouveau poste de police de Zangabad, les insurgés terrés dans la région lui ont offert un "spectacle pyrotechnique", selon sa propre expression. A savoir, des tirs nourris de mortier, d'armes légères et de roquettes. Bienvenue au front.

Marquer leur présence

"Je pense qu'ils voulaient nous laisser savoir qu'ils sont là", ironise l'officier canadien. Construite en moins d'une semaine, cette place fortifiée est actuellement la position la plus avancée en territoire taliban.

Et le capitaine McMurchy doit s'assurer que les insurgés ne la prennent pas. Membre de l'équipe de mentorat de la police afghane, le militaire supervise depuis une semaine la formation des policiers qui devront éventuellement prendre en charge ce point de contrôle. Un travail qu'il doit accomplir sous le feu ennemi.

La veille de la visite du Soleil, un obus de mortier est tombé à environ 200 mètres du poste. Puis d'autres ont rapidement suivi, se rapprochant peu à peu de la position canadienne. Le dernier mortier était tellement près que ses éclats ont frappé les blindés qui forment un cordon autour de la place forte.

Et puis les tirs d'armes légères se sont fait entendre, incitant les soldats postés dans les tourelles à répliquer. Des dizaines de douilles jonchant le sol témoignent de l'intensité de la fusillade. Comme souvent, l'attaque a cessé lorsque l'artillerie s'est mise à tonner. A un moment, un soldat a identifié un insurgé muni de jumelles au loin, probablement la personne ajustant le tir du mortier, et dirigé le feu de ses collègues vers sa position.

La réaction musclée des Québécois s'explique par la petitesse de leur poste. Un seul obus faisant mouche pourrait faire de nombreuses victimes. Les militaires sont en effet plutôt à l'étroit à l'intérieur, dormant empilés dans un conteneur.

Sacré sable !

Pince−sans−rire, le capitaine McMurchy préfère prendre l'austérité du poste avec un grain de sel. "Oui, on est à l'étroit, mais c'est surtout le sable qui est désagréable. J'ai du sable dans des endroits où je ne pouvais m'imaginer."

Pierre−André Normandin

Des questions ?

Vous avez des questions à poser à notre envoyé spécial en Afghanistan, Pierre−André Normandin?

Vous avez des questions à adresser aux soldats de Valcartier qui sont déployés là−bas?

Faites les parvenir à l'adresse

afghanistan@lesoleil.com.

La journée la plus longue; Les dessous de l'opération du 24 septembre, qui a coûté la vie au caporal Nathan Hornburg

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.07
SECTION:	Actualités
PAGE:	2
BYLINE:	Normandin, Pierre−André
DATELINE:	PANJWAI
ILLUSTRATION:	Le major Patrick Robichaud prend une pause avec ses hommeslors d'une patrouille à pied dans Panjwaï, un district qui offre une farouche résistance aux militaires de Valcartier. − photo collaboration spéciale pierre−André Normandin anormandin@lesoleil.Com
WORD COUNT:	855

La colonne de blindés avance à pas de tortue dans le district de Panjwaï. Soudain, une bombe artisanale explose sous l'un des véhicules. Sans faire de blessé, cette attaque survenue le 24 septembre amorçait l'une des pires journées de combats depuis l'arrivée des troupes de Valcartier en Afghanistan.

Les Forces canadiennes lançaient alors leur première offensive d'envergure dans le district de Panjwaï. Au terme de 15 heures de combats acharnés, quatre soldats sont blessés et un meurt. De l'aveu même de plusieurs militaires ayant participé à l'opération, le 24 septembre devrait rester gravé dans leur mémoire comme la journée la plus longue de leurs six mois en Afghanistan.

Un an après l'opération Médusa, pendant laquelle une quinzaine de Canadiens sont morts pour le contrôle de Panjwaï, les soldats de Valcartier font toujours face à une farouche résistance dans ce district situé à 45 km à l'ouest de Kandahar. Loin d'être désorganisés, les insurgés sont expérimentés et, surtout, bien armés.

Coup d'envoi

Partis de la base avancée de Ma'sum Ghar vers trois heures du matin, les Québécois voient leur avance freinée par une bombe artisanale vers 7 h 30. Dans la demi−heure qui suit, le convoi essuie un feu nourri. Un tank est même immobilisé par une roquette.

Puis, un groupe de militaires fonce vers la rivière Argandab pour contenir toute contre− offensive et un autre se rend directement vers l'objectif de l'opération : le village de Zangabad. Les insurgés ont pris ce hameau au début de l'été aux mains des policiers afghans et les Forces canadiennes souhaitent en reprendre le contrôle pour y établir une nouvelle station de police.

Le groupe surveillant l'Argandab qui sépare les districts de Zhari et Panjwaï aura fort à faire en ce 24 septembre. A raison de trois à quatre attaques par heure, les insurgés les tiendront en haleine pendant près de 15 heures.

Pendant les combats, les soldats se filment. Sur les images, on voit clairement la tension chez les uns, mais aussi l'excitation chez les autres. "Les gars se battaient quasiment pour sortir du véhicule", se rappelle l'un d'eux. Peu après midi, leurs voeux sont exhaussés. Ils reçoivent comme mission d'investir une série de maisons d'où les insurgés tirent des roquettes.

En fin d'après−midi, les combats reprennent en intensité. Un groupe d'insurgés ouvre le feu sur un tank, tuant le caporal Nathan Hornburg et blessant un autre soldat.

A quelques kilomètres de là, l'artillerie canadienne se met aussitôt de la partie, couvrant les insurgés d'une pluie de bombes. Après cinq minutes de bombardement, les fantassins lancent l'assaut pour "nettoyer" la maison, comme le veut l'euphémisme employé par les militaires. Terrés, des insurgés les accueillent par des tirs d'arme légère, mais ils se trouvent rapidement submergés par l'attaque des Québécois.

Mais pendant ce temps, les roquettes continuent à tomber près des militaires restés à l'arrière. L'une d'entre elles fait mouche, blessant légèrement trois soldats. A moitié sorti d'un véhicule blindé léger, le caporal Bruno Pelletier se compte encore chanceux de ne pas avoir été happé par les éclats, remerciant le blindage récemment ajouté à son char qui a encaissé les éclats d'obus qui se dirigeaient vers sa tête.

Du côté du village de Zangabad, les soldats du Royal 22e Régiment prennent rapidement leur objectif et se déploient sur les toits des maisons. Ils y passeront la semaine sous le feu des insurgés afin d'assurer la sécurité des ingénieurs construisant la station de police fortifiée.

Dormir sur les toits

Le soldat Jonathan Berlinguet relate avoir vécu tout ce temps avec une famille afghane. "La majorité des gens avaient quitté le village, mais notre gars avait peur de perdre ses terres." La résidence séparée en deux parties, l'Afghan demande simplement aux Québécois de se tenir d'un côté, à l'écart des femmes.

"Au début, on dormait sur les toits, mais on a réalisé que des chambres étaient libres. C'était beaucoup mieux parce que le jour, les murs en terre gardaient la pièce fraîche et la nuit, chaude", se rappelle le soldat Simon Bilodeau.

Si la prise de Zangabad s'est relativement bien déroulée, les jours suivants ont été plus difficiles. La quatrième journée, les choses tournent carrément mal. Les soldats se réveillent au bruit des balles sifflant au−dessus de leurs têtes. Une patrouille à pied venait de tomber dans une embuscade dans un champ de vigne.

Au détour d'un muret, une rafale de mitraillette happe deux soldats. Blessés aux jambes, les deux tombent à terre pendant que leurs assaillants s'enfuient. Couverts de vignes, ces murets souvent plus hauts qu'un homme offrent un couvert idéal aux déplacements des insurgés. Une réalité avec laquelle les militaires doivent apprendre à travailler.

"On n'arrive pas là en tapant partout à coup de crosse. Ça serait plus simple d'arriver et tout jeter par terre, mais on ne peut pas. S'il y a un mur qui te gène, il faut faire avec", constate le caporal Michaël Turcotte.

Une semaine après ces durs combats, le caporal Francis Rhéaume semble encore un peu dépassé par la férocité de ceux−ci. "Quand tu rentres dans l'armée, tu ne penses pas vivre tout ça. Mais là, on a vécu pas mal tout ce que la guerre avait à nous offrir." Pierre−André Normandin

Pendant les combats, les soldats se filment. Certains sont tendus, d'autres, excités

Attentat à la voiture piégée contre un convoi militaire américain à Kaboul, cinq morts

DATE: 2007.10.06
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 130

KABOUL (AP) −− Un attentat−suicide à la voiture piégée a visé un convoi militaire américain samedi sur la route menant à l'aéroport de Kaboul, tuant un soldat américain et quatre civils afghans, selon les autorités.

Quatre civils afghans ont été tués et plusieurs autres blessés, selon le ministère afghan de l'Intérieur. Le colonel David Johnson, un porte−parole de l'armée américaine, a fait état pour sa part d'un soldat américain tué et d'un autre blessé.

Des véhicules étaient en flammes et plusieurs commerces ont été endommagés.

L'attaque a été perpétrée sur une route menant de l'ambassade américaine à l'aéroport de Kaboul. Elle intervient au sixième anniversaire du début de l'intervention militaire américaine en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats−Unis. La campagne de frappes avait contribué à la chute du régime fondamentaliste des talibans. AP

sb/v

Le ministre Maxime Bernier trouve que Denis Coderre est irresponsable

DATE: 2007.10.06
KEYWORDS: POLITIQUE DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 133

KABOUL, Afghanistan _ Le ministre canadien des Affaires étrangères Maxime Bernier trouve que le député libéral Denis Coderre est irresponsable en se rendant en Afghanistan, sans suivre le processus gouvernemental habituel.

M. Bernier, qui est arrivé samedi en Afghanistan, se demande pourquoi le critique libéral en matière de défense n'a pas attendu d'accompagner son chef Stéphane Dion, qui se rendra dans ce pays cet automne, après avoir planifié sa visite avec les autorités gouvernementales.

Le ministre Bernier rappelle que la politique du gouvernement Harper est la même que celle du gouvernement libéral précédent, à savoir que les visites des parlementaires en Afghanistan doivent être planifiées longtemps d'avance et encadrées.

Denis Coderre, qui est toujours en route pour l'Afghanistan, par ses propres moyens, a vivement déploré vendredi ne pas avoir été invité à voyager avec le ministre Bernier.

(LaPresseCanadienne, lcl)

nglt

Bernier et Oda vantent l'amélioration des conditions de vie en Afghanistan

DATE: 2007.10.06
KEYWORDS: DÉFENSE POLITIQUE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 499

KABOUL, Afghanistan _ Deux ministres canadiens sont arrivés dans la capitale afghane samedi à peine 30 minutes après un attentat mortel, mais ceci ne les a pas empêchés de vanter l'amélioration des conditions de vies pour les Afghans.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, et le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier, sont arrivés à Kaboul peu après qu'un kamikaze se soit fait exploser sur la principale route menant à l'aéroport, tuant un soldat américain et quatre civils.

Cette attaque survenait le jour du sixième anniversaire du début de l'offensive menée par les Etats−Unis qui a chassé les talibans du pouvoir.

Mme Oda a plaidé devant des journalistes afghans sceptiques que le fait que les talibans aient de plus en plus recours à des bombes artisanales et à des attentats suicides illustraient en fait le succès de la mission occidentale en Afghanistan.

Même si ces tactiques sont depuis longtemps utilisées dans le sud du pays, le fait qu'elles soient maintenant utilisées dans la capitale démontrent que les talibans sont désespérés en raison de leur incapacité de gagner sur le terrain, a soutenu la ministre canadienne.

Mme Oda a dit avoir récemment rencontré des haut−fonctionnaires afghans avec qui elle en est arrivée à la conclusion que la mission dans la province de Kandahar pouvait être considérée, jusqu'à un certain point, comme un succès.

Pourtant des rapports récents indiquent que l'intensité de l'insurrection augmente. Le département de la sécurité de l'ONU a ainsi rapporté que "la situation quant à la sécurité en Afghanistan, selon la plupart des analystes, s'était détériorée à un rythme constant en 2007".

L'ONU a confirmé que les insurgés quittaient le champ de bataille, mais a précisé que le nombre d'incidents est plus élevé que pour les mêmes périodes en 2006.

Au lieu de combats isolés, les attaques à la bombe se sont répandues dans tout le pays, a indiqué l'ONU.

Le rapport ajoutait que la police est devenue une cible fréquente et que les civils se font de plus en plus intimidés.

Selon les chiffres compilés par l'Associated Press, quelque 5100 personnes sont mortes dans des épisodes de violence liés à l'insurrection depuis le début de l'année. C'est environ 1000 personne de plus que dans toute l'année 2005.

La plupart des victimes seraient des insurgés tués au combat selon les forces de l'OTAN et le gouvernement afghan, mais les talibans soutiennent que leurs pertes sont fortement exagérées.

Mme Oda a souligné des signes de progrès comme la construction de 1200 puits dans la province de Kandahar, ce qu'a approuvé M. Bernier, précisant "que la situation à Kandahar s'est améliorée".

Toutefois quand Mme Oda a mentionné le nombre d'inscriptions record dans les écoles, notamment parmi les filles, un journaliste afghan lui a demandé ce qu'elle pensait d'un récent rapport d'un organisme de défense des droits de l'homme selon lequel les enfants commencent à rester à la maison parce qu'ils ont peur de se rendre à l'école.

Elle a répondu que c'était une des raisons pour lesquelles les soldats canadiens devaient rester en Afghanistan, faisant référence à une réunion que les deux ministres canadiens venaient d'avoir avec le président afghan Hamid Karzaï.

"Il a amené ce point et il nous a expliqué pourquoi nous devons rester en Afghanistan et pourquoi nous devons continuer de travailler en Afghanistan", a dit Mme Oda.

M. Bernier a aussi dit avoir discuté avec M. Karzaï de la possibilité de négociations avec les talibans et a assuré que de tels pourparlers n'auraient pas lieu sans que les talibans ne renoncent à la violence.

WW0497−FGCHD601−fv

Pour Barack Obama, la guerre d'Irak empêche d'oeuvrer sur des questions intérieures cruciales

DATE: 2007.10.06
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 233

OTTAWA, Illinois (AP) –– Le candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine Barack Obama a estimé samedi que des questions intérieures américaines cruciales, comme le système de santé, seront négligées tant que durera la guerre d'Irak.

"Lorsque cette guerre sera finie, nous pourrons enfin recommencer à faire face aux défis auxquels nous sommes confrontés ici, aux défis auxquels vous êtes confrontés chaque jour", a–t–il déclaré devant 600 personnes assistant à une conférence syndicale de l'automobile dans l'Illinois, l'Etat dont il est sénateur.

Selon Barack Obama, la guerre d'Irak coûte chaque mois entre 10 et 12 milliards de dollars (7,07 et 8,49 milliards d'euros). Et ce alors que le président George W. Bush a opposé son veto à une rallonge de 35 milliards de dollars (24,76 milliards d'euros) sur cinq ans de l'enveloppe du programme d'Etat pour l'assurance–maladie des enfants (SHIP). Et qu'il réclame dans le même temps une enveloppe de près de 190 milliards de dollars (134,41 milliards d'euros) pour les opérations militaires en Irak et Afghanistan.

Obama, qui a passé moins de trois ans à Washington, a rappelé à son auditoire qu'il s'était opposé à la guerre d'Irak dès l'automne 2002, soulignant qu'un jugement sûr est plus important que l'expérience au Capitole. "Je n'ai peut–être pas le CV qu'aime Washington, mais je pense avoir le type d'expérience dont l'Amérique a besoin ici et maintenant", a–t–il lancé. AP

nc/v

Le député libéral Denis Coderre devrait arriver à Kandahar dimanche

DATE: 2007.10.06
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 411

TORONTO _ Le porte−parole libéral en matière de défense, Denis Coderre, se trouvait samedi au Pakistan où il s'apprêtait à prendre un vol des Nations Unies vers Kandahar le lendemain.

Le député de Bourassa, à Montréal, a soutenu que la mission en Afghanistan était un enjeu majeur pour les Canadiens et que c'était son devoir d'aller sur place, même s'il n'a pas reçu l'aval du gouvernement du premier ministre Stephen Harper.

Le ministre de la Défense, Peter MacKay, et le chef néo−démocrate, Jack Layton, ont qualifié le voyage de M. Coderre de coup publicitaire.

M. Coderre à répété samedi, dans une entrevue à CTV NewsNet, qu'il avait demandé pendant des mois au gouvernement la permission d'aller en Afghanistan, mais que ces appels répétés au ministre de la Défense avaient été soit ignorés, soit rejetés.

Il a donc décidé unilatéralement d'entreprendre son voyage et de rapporter ses observations à son chef Stéphane Dion, qui prépare également un voyage dans le pays asiatique.

"J'ai pris mes responsabilités, j'ai un devoir, j'ai un travail à faire, je suis porte−parole de l'opposition officielle a−t−il dit. C'est important de s'assurer que nous participions complètement et que nous contribuions au débat. Je vais donc les laisser faire de la petite politique et je vais faire mon travail."

Le député libéral a ajouté que ça aurait été plus facile si on lui avait permis d'accompagner les ministres des Affaires étrangères, Maxime Bernier, et de la Coopération internationale, Bev Oda, qui sont actuellement en Afghanistan.

"Pour le bien de la démocratie, c'est important que les députés soient là et j'ai demandé pendant des mois pour y aller", a dit M. Coderre.

Il a précisé qu'il offrirait le soutien de l'opposition officielle aux troupes canadiennes et qu'il rencontreriat des responsables d'organisations non−gouvernementales (ONG) pendant sa visite.

Le député montréalais a rejeté les suggestions selon lesquelles il mettrait la vie des soldats en danger, notant qu'il atterrira à l'aéroport de Kandahar, qui fait partie du périmètre de sécurité.

"J'atterrirai à la base. Je serai là pour saluer nos braves hommes et nos braves femmes et je m'attends à avoir toute l'information", a−t−il affirmé.

A Toronto, le chef néo−démocrate, Jack Layton, a critiqué le voyage de M. Coderre qui pourrait poser certains risques.

Il a indiqué à CTV NewsNet qu'il y avait d'autres moyens d'apprendre ce qui se passait sur le terrain, notamment de prendre part aux visites officielles et de s'informer auprès d'ONG qui travaillent sur le terrain.

Dans un courriel à La Presse Canadienne, Dan Dugas, le directeur des communications de M. MacKay, a fait remarqué que ce sont les libéraux et le ministre de la Défense de l'époque, Bill Graham, qui avait adopté une politique en 2004 pour empêcher les députés de se rendre seuls en Afghanistan.

Il a indiqué que M. Graham avait déclaré à la députée conservatrice Sherryl Gallant que tous les voyages des députés devaient se faire par des comités, notamment pour des raisons de sécurité.

GG0658−FGCHD607−fv